

Les salles de classe anglo-saxonnes, nouvelles cibles des climatosceptiques

Au Royaume-Uni, le thème de réchauffement est occulté dans l'enseignement, tandis qu'aux Etats-Unis l'impact de la hausse des températures est minimisé

Les salles de classe anglo-saxonnes sont devenues l'un des champs de bataille du climat. Au Royaume-Uni, la polémique enfle chez les enseignants et les scientifiques qui craignent de voir le changement climatique disparaître des programmes scolaires. Aux Etats-Unis, la notion vient certes de faire son entrée dans les manuels mais dans une version édulcorée par rapport aux travaux préparatoires.

Outre-Manche, le ministère de l'éducation, qui planche sur un nouveau « curriculum national » – définition du contenu de l'enseignement primaire et secondaire – a retiré la notion de changement climatique de la version finale du projet dévoilé en février, mais pas encore officiellement adopté.

Dans les nouveaux programmes pour les 5-14 ans, qui devraient entrer en vigueur en septembre 2014, les cours de géographie ne sont plus censés aborder le changement climatique mais le « climat et la météo » (saisons, zones climatiques, cycle de l'eau, glaciation, etc.).

Une seule mention, dans les cours de chimie, fait état de « l'impact du dioxyde de carbone produit par l'homme sur le climat ». Les conséquences du réchauffement sont cantonnées aux cours de géographie pour les 14-16 ans. Un enseignement optionnel que ne choisissent qu'un quart des élèves.

Face à cette refonte, de nombreuses institutions scientifiques, ONG écologistes et associations d'enseignants et d'élèves se mobilisent pour inciter le ministère à faire marche arrière. Deux pétitions, d'une professeure et d'une étudiante, ont récolté 67 000 signatures. Le ministre de l'énergie lui-même, le libéral-démocrate Ed Davey, a écrit, le 2 mai, une lettre à son homologue de l'éducation, Michael Gove, lui demandant de revenir sur son choix.

« Les élèves n'apprendront plus les conséquences du changement climatique pour les hommes, comme la montée des eaux ou la fonte de la banquise, déplore Margaret Hunter, professeur de géographie et auteure de l'une des pétitions.

C'est d'autant plus regrettable que ce sont eux qui vont affronter, et affrontent déjà, les conséquences du réchauffement et qui nécessitent donc de solides connaissances pour le gérer et le combattre. »

La notion de changement climatique est pour la première fois entrée dans les programmes des écoliers américains

« Il est faux de dire que le changement climatique a été retiré du curriculum national, rétorque le ministère de l'éducation dans un communiqué. Il s'agit au contraire de donner aux élèves une meilleure compréhension des enjeux du climat. »

La réponse peine à convaincre. « Enseigner les mécanismes physiques du climat ne permet pas forcément de comprendre les enjeux du

réchauffement, prévient Bob Ward, l'un des directeurs de l'Institut de recherche Grantham sur le changement climatique, coauteur d'une réponse au ministère. *Cela va dépendre des choix de chaque enseignant de traiter ou ignorer le sujet.* » Comme d'autres, il devine, derrière « ce recul », l'influence des climatosceptiques, nombreux au sein du Parti conservateur dont est membre le ministre de l'éducation.

De l'autre côté de l'Atlantique, en revanche, la notion de changement climatique est pour la première fois entrée dans les programmes des écoliers américains, par l'intermédiaire de nouvelles normes éducatives scientifiques – « Next Generation Science Standards ». Publiés le 9 avril, après deux ans de travail impliquant des scientifiques et des professeurs, ces programmes prévoient un enseignement interdisciplinaire du climat au primaire et au secondaire. Parmi les prérequis : comprendre comment les activités humaines accélèrent le réchauffement.

« C'est un vrai progrès car le

discutés dans plus d'une quinzaine d'Etats, et adoptés par deux d'entre eux (la Louisiane et le Tennessee), afin de protéger les enseignants tenant des propos climatosceptiques ou anti-évolutionnistes. « De telles lois pourraient continuer d'essaimer face aux nouvelles normes, craint Mark McCaffrey. Si le changement climatique est scientifiquement prouvé, il reste politiquement et idéologiquement controversé. » ■

discutés dans plus d'une quinzaine d'Etats, et adoptés par deux d'entre eux (la Louisiane et le Tennessee), afin de protéger les enseignants tenant des propos climatosceptiques ou anti-évolutionnistes. « De telles lois pourraient continuer d'essaimer face aux nouvelles normes, craint Mark McCaffrey. Si le changement climatique est scientifiquement prouvé, il reste politiquement et idéologiquement controversé. » ■

discutés dans plus d'une quinzaine d'Etats, et adoptés par deux d'entre eux (la Louisiane et le Tennessee), afin de protéger les enseignants tenant des propos climatosceptiques ou anti-évolutionnistes. « De telles lois pourraient continuer d'essaimer face aux nouvelles normes, craint Mark McCaffrey. Si le changement climatique est scientifiquement prouvé, il reste politiquement et idéologiquement controversé. » ■

AUDREY GARRIC

En France, un enseignement morcelé

DEPUIS 2004, l'éducation à l'environnement et au développement durable (EEDD) est au programme. Mais le réchauffement climatique n'est pas un thème en soi. « Par conséquent, l'école ne donne pas toutes les armes pour une réflexion autonome face aux débats sur le climat », estime le climatologue Hervé Le Treut. « C'est sans doute parce que le sujet reste controversé, qu'il n'est tombé qu'une fois au baccalauréat », avance Serge Lacassie, président de l'Association des professeurs de biologie et géologie. Le bât blesse aussi du côté de la formation des enseignants : « Au capes ou à l'agrégation, la climatologie n'est pas abordée comme une discipline à part entière, ce qu'elle est pourtant », déplore M. Le Treut.

L'enseignement du réchauffement climatique relève à la fois des sciences de la vie et de la terre

(SVT), de la géographie et de la physique chimie. Or, dans le secondaire, les disciplines sont cloisonnées. Les élèves de 5^e apprennent, comme on peut le lire dans les programmes, à « ménager l'atmosphère » en géographie, avant d'étudier la « pollution de l'air » l'année suivante en physique-chimie, puis la « responsabilité humaine sur l'environnement » en SVT. « Sans toujours faire le lien entre ces notions », constate Susan Kovacs, maître de conférences à l'université Lille-III et auteure de l'étude « Quel climat à l'école ? ». Seule une terminale scientifique spécialité SVT permet d'aborder le thème dans sa globalité.

Au ministère de l'éducation nationale, la direction générale de l'enseignement scolaire (Degesco) croit en cet « apprentissage au fil des années, enrichi par des projets

pluridisciplinaires ». Comme l'éducation à la santé, le développement durable fait partie des « thèmes de convergence » sur lesquels la Degesco incite les enseignants à collaborer. « Mais tout repose sur leur bonne volonté », nuance M^{me} Kovacs. Un constat partagé par M. Lacassie : « Faute de temps pour boucler les programmes, l'EEDD passe souvent à la trappe. »

« La main à la pâte », fondation consacrée à la promotion des sciences dans l'éducation, plaide pour un enseignement du réchauffement climatique dès l'école primaire. Baptisé « Le climat, ma planète et moi », son projet éducatif explique aux enfants, dès 8 ans, les liens entre révolution industrielle, gaz d'échappement et fonte des glaciers. Mais il ne touche que 20 % des enfants. ■

AMÉLIE MOUGEY

changement climatique n'était pas abordé par les normes actuelles, qui datent de 1996, explique Frank Niepold, coordinateur de l'éducation au climat à la National Oceanic and Atmospheric Administration. *Chaque Etat est libre toutefois d'appliquer les programmes à sa façon. Beaucoup d'enseignants évitent alors ce sujet polémique.* » Vingt-six Etats au moins devraient adopter les nouvelles normes et les mettre en œuvre d'ici à deux ou trois ans.

Malgré leur avancée incontestable, ces programmes rénovés ont toutefois suscité déceptions et critiques au sein du monde scientifique. Leur version finale, publiée à la suite d'une consultation publique, supprime un tiers du temps d'enseignement alloué au climat. « Surtout, le contenu a été édulcoré : le mécanisme de l'effet de serre et les réponses à apporter au changement climatique ne sont pas présents, par exemple », regrette Mark McCaffrey, directeur de la straté-